



Prométerre MAG

N° 16 Octobre 2022

Bulletin trimestriel de Prométerre

Association vaudoise
de promotion des métiers de la terre
Avenue des Jordils 1-3
1006 Lausanne
www.prometerre.ch
Diffusion: Agri

Coûts de production

DES CALCULS RENTABLES

pp. 2-3

**Qui veut porter la voix
agricole dans les médias?** p. 4

**Couverts végétaux:
une pratique sous la loupe** p. 5

**Les moments forts de
la votation sur l'élevage** pp. 6-7



Coûts de production Des calculs incontournables en période de crise

Stéphane Teuscher, Prométerre

Tous les producteurs sont concernés par la question de l'augmentation du prix de l'électricité, de l'engrais ou du carburant. Afin de prendre les bonnes décisions pour son entreprise, il s'avère indispensable de connaître le détail des coûts de production des divers secteurs de production de son exploitation.

Quel est l'impact de l'augmentation du coût de l'électricité utilisée pour la production de mes endives? De quelle quantité de gaz ai-je besoin pour la production des tomates et en quoi les tensions à l'Est affectent-elles mes coûts? Quelles sont les conséquences de l'augmentation du prix du nitrate d'ammoniac nécessaire à produire 100 kilos de blé? Est-il rentable de poser des panneaux solaires sur mon toit pour favoriser l'autoconsommation d'énergie et revendre le solde afin de profiter de l'augmentation du prix d'achat du courant vert? Toutes ces questions et bien d'autres, regardant entre autres la disponibilité et le prix des agents de production, font partie des préoccupations de tous les producteurs. Afin d'y répondre avec exactitude, il est indispensable de connaître avec précision les coûts de production de son entreprise.

Des situations inégales face à la hausse des prix

Sur une exploitation agricole, on considère que les coûts se répartissent en deux catégories principales: les coûts de structure (bâtiments et main-d'œuvre) et les coûts spécifiques. Ces derniers varient fortement d'une production à l'autre. Ainsi si l'on parle

beaucoup du prix des intrants ou de l'énergie, leur impact diffère sensiblement si l'on est maraîcher ou éleveur de bétail. Pour ces derniers, les achats de fourrages indispensables pour nourrir les bêtes en cette année de sécheresse constituent une charge beaucoup plus conséquente (par kilo de lait) que l'augmentation des coûts de l'énergie. Bien entendu, ce constat ne tient pas compte de la baisse de production par animal due aux conditions météorologiques.

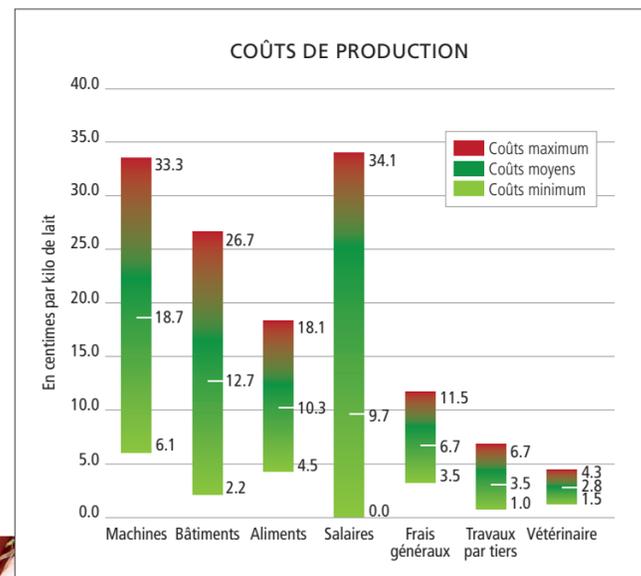
Calculer pour s'adapter

En 2022, l'augmentation des prix a été marquée dans les engrais, les produits phytosanitaires, les carburants, le gaz et l'électricité (les exemples ci-contre ne tiennent donc pas compte d'autres frais spécifiques comme les machines, le vétérinaire ou les concentrés alimentaires). On peut

considérer que, en moyenne, l'augmentation des coûts de production renchérit:

- de 40 à 60 centimes le kilo de tomate grappe produite sous serre (20% à 30%);
- de 5 à 6 francs le quintal de blé (10% à 12%);
- de 1 à 2 centimes le kilo de lait (1,25% à 2,5%).

Le tableau ci-joint, qui reprend des données récoltées dans le cadre du projet « Progrès herbe », montre qu'il existe de grandes variations entre les exploitations. Calculer ses coûts de production, une tâche qui peut être accompagnée par les conseillers de Proconseil, permet de faire un état des lieux précis de la situation de son entreprise. Celui-ci facilite l'identification de possibilités d'amélioration et peut s'avérer essentiel en période de crise.



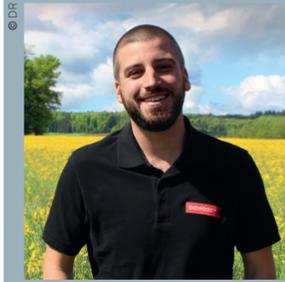
Main-d'œuvre : ne pas oublier sa propre valeur

Quand on parle des coûts de production, on pense généralement aux coûts d'intrants ou aux coûts de structure. Or il y a une forme de coût qui est régulièrement négligée: la main-d'œuvre qui comprend autant les heures de travail des employés que celles de l'exploitant ainsi que des collaborateurs familiaux. Et pourtant, ce facteur peut avoir une influence sur le calcul des coûts de production, car oui, les heures de travail d'un agriculteur ont une valeur. La préparation du lit de semences ainsi que le semis sont des pratiques où il peut y avoir des écarts de temps de travail selon la méthode. Pour un semis avec labour, il faut compter environ 3,5 heures pour un hectare. Pour un semis direct de même largeur, environ une demi-heure. Soit une différence d'environ trois heures pour semer un hectare. Si l'on estime la valeur d'une heure de travail à 40 francs, cela fait un écart de 120 francs par hectare. Multipliée par les surfaces cultivées et le nombre de travaux à prendre en compte, cette différence peut au final représenter un montant de plusieurs milliers de francs qu'il convient de prendre en compte lors du processus décisionnel. La même réflexion doit être menée lorsqu'il faut choisir entre système de traite « classique » et automatique. Ces deux exemples montrent que le calcul des coûts de production gagne en efficacité et en pertinence lorsqu'il prend en compte les frais de main-d'œuvre de l'exploitant et de sa famille.

(SM)

Sur le terrain Coûts de production, un poste que l'on peut influencer

Propos recueillis par Steve Montandon, Prométerre



Maxime Ormond, jeune agriculteur de Vullierens, a décidé de baser ses choix entrepreneuriaux sur une analyse de ses coûts de production. Voici pourquoi:

Pourquoi calculez-vous vos coûts de production?

Je calcule mes coûts de production, car il s'agit du seul poste que je peux influencer. Si j'analyse ma comptabilité, le poste paiements directs peut varier d'une année à l'autre d'une dizaine de milliers de francs au maximum. Cette différence est principalement due aux cultures ensemencées ainsi qu'aux méthodes culturales (sans labour, extenso, etc.). Les produits issus de mes cultures varient également très peu. En Suisse, nous profitons d'un marché stable qui engendre une grande sécurité financière. Toutefois, ce système ne nous permet pas ou peu de trouver de nouveaux marchés pour augmenter les produits de nos ventes. Pour y arriver, nous devons nous orienter dans des marchés de niches. Quand on y réfléchit bien, les coûts de production représentent le meilleur moyen d'améliorer notre revenu. Que ce soit les coûts d'intrants ou les coûts de structure, il est important de s'en soucier et de les analyser régulièrement, car c'est ce poste-là que nous pouvons le plus influencer dans notre comptabilité.

Comment calculez-vous ces coûts? Pour quelles occasions?

J'estime mes coûts en les posant sur papier. La plupart du temps je crée des tableaux Excel et

répartis les coûts de chaque intervention avec les intrants. J'utilise typiquement cette méthode quand je dois choisir entre deux cultures ou même quand je dois choisir entre plusieurs modes de production. Pour donner un exemple concret, quand IP-Suisse a lancé son programme sans herbicide où l'on était obligé d'appliquer cette méthode pour toute la culture, j'ai calculé la rentabilité de cette opportunité. J'ai réalisé un tableau avec différentes possibilités: statu quo (IP-Suisse avec herbicide), semer du blé fourrager après le colza et du blé panifiable selon IP-Suisse sans herbicide après les betteraves, mettre toute la surface de blé en panifiable selon IP-Suisse sans herbicide. Grâce à ce calcul, j'ai pu constater que la rentabilité était semblable entre la variante sans changement, celle avec du blé fourrager et celle du blé IP-Suisse sans herbicide. La variante avec toute la surface de blé sans herbicide sortait du lot, mais je n'ai pas choisi cette méthode, car j'estime qu'elle n'est pas viable à long terme à cause du risque de salissement. Finalement, j'ai opté pour la deuxième variante afin de pouvoir pérenniser mes essais sans herbicide et améliorer l'utilisation des produits phytos sur mon exploitation.

Quels sont les avantages de ce calcul? Devrait-il être davantage pris en considération à l'avenir?

En faisant ces calculs, j'ai pu me rendre compte que certains compromis peuvent, sur le plan financier, être équivalents, voire même plus intéressants, que la façon de faire traditionnelle. J'ai aussi été surpris par le fait que certaines cultures - que je croyais les plus rentables, car elles rapportaient le plus - n'étaient au final, une fois tous les coûts comptabilisés, pas si intéressantes et finissaient même en fin de classement.

ÉDITO



Maîtriser des risques qui se multiplient

Luc Thomas, directeur de Prométerre

L'agriculture a de tout temps dû composer avec la nature puisque la terre, l'air, l'eau sont les fondements de la production agricole. Ils conditionnent la diversité et la qualité de l'offre alimentaire qui peut être proposée aux consommateurs. Cette réalité est comprise et admise des gens de la terre, habitués à vivre dans et avec la nature. Ils ont jusqu'à maintenant fait preuve d'une grande résilience face à ces aléas, estimant qu'à la pluie succède le beau temps et que, dans notre pays, l'une et l'autre finissent par s'équilibrer.

La recrudescence de phénomènes météorologiques extrêmes constatée récemment tout autour de la planète confirme les prédictions du GIEC et doit nous amener à considérer comme hautement probable une forte accentuation de la volatilité du climat dans nos contrées ces prochaines années. Le risque climatique prend donc, pour l'agriculture, une nouvelle dimension.

La responsabilité entrepreneuriale n'affranchit pas la Confédération de son devoir d'agir

À ce risque-là s'en ajoutent d'autres, résultant des conséquences persistantes de la pandémie, mais surtout des effets en cascade de la guerre en Ukraine. Pour l'agriculture, cela se matérialise par une imprévisibilité et une insécurité qu'elle n'a jamais connue. Son approvisionnement en facteurs de production essentiels - énergie, engrais et semences notamment - est particulièrement touché. La question cruciale qui se pose désormais est de savoir si l'on va pouvoir disposer des intrants nécessaires et le cas échéant à quels prix. Autant d'interrogations qui, mises sur la table il y a deux ou trois ans, seraient passées pour totalement farfelues. Cela montre l'importance du changement de paradigme auquel l'agriculture, à l'instar d'autres branches économiques, est confrontée et rien n'indique qu'une normalisation soit pour demain.

Les agriculteurs sont prêts à assumer les risques que leur statut d'entrepreneur comporte. À ce titre, il leur appartient - dans le contexte actuel tout spécialement - d'analyser leurs coûts et de quantifier la rentabilité de leurs productions (voir articles ci-contre) afin de pouvoir prendre des décisions propres à garantir la viabilité de leurs entreprises à court ou moyen termes.

Cette responsabilité entrepreneuriale n'affranchit pas la Confédération de son devoir d'agir pour que cette multiplication des risques ne finisse pas par détourner l'agriculture de sa fonction productive et remettre en cause sa capacité à nourrir la population. Cela exige en particulier des adaptations des règles appelées à régir les paiements directs ces prochaines années mais aussi des mesures propres à éviter que l'explosion spéculative du prix de l'énergie n'entraîne de nombreuses banqueroutes ou cessations d'activités.

Consciente du climat d'inquiétude qui prévaut dans les campagnes et de l'importance des enjeux, Prométerre a pris l'initiative d'intervenir directement auprès de notre ministre de l'agriculture Guy Parmelin pour faire valoir nos attentes lors d'un récent entretien qu'il a eu l'amabilité de nous accorder. Nous avons espoir que les inquiétudes exprimées se traduisent dans les décisions futures qui seront prises à Berne.



Bien parler de l'agriculture

Comme l'ont montré les campagnes politiques récentes, les relations entre le monde agricole et les médias sont complexes et parfois conflictuelles. Entre images volées et publicités idylliques, un discours pragmatique sur les réalités du monde paysan peine à se faire la place qu'il mérite.



AGRICULTEURS
CONSCIEUX
+
MÉDIAS
SUSPICIEUX



= TABLEAU
PEU ÉLOGIEUX



Afin de remédier à cette situation, Prométerre entend mettre sur pied un groupe d'ambassadrices et d'ambassadeurs issus du terrain capables de porter la voix de l'agriculture nourricière dans les médias.



Vous avez :

- La fierté de votre métier
- Envie de partager votre quotidien
- Marre des raccourcis sur l'agriculture

Apprenez à mieux exprimer ce que vous faites bien et devenez un porte-voix de l'agriculture vaudoise.

Prométerre vous offre :

- Une formation à la communication dans les médias
- Un accompagnement personnalisé
- Un défraiement des heures consacrées à la défense professionnelle

POUR TOUTE INFORMATION
communication@prometerre.ch
+41 (0)21 614 25 39

 Prométerre

Production végétale Les couverts végétaux sous les feux de la rampe

Audrey Nguyen, Proconseil



La journée de clôture de Progrès Sol a intéressé un large public

Entre le 16 septembre et le 2 octobre, Proconseil a activement animé trois journées consacrées aux sols et aux pratiques pour les préserver. Retour sur trois événements complémentaires qui ont exposé l'agriculture de conservation à des publics différents.

Le 16 septembre, ce sont près de 500 professionnels agricoles qui ont fait le déplacement jusqu'à Chavannes-le-Veyron, chez Christophe Longchamp, pour la journée de conclusion du programme vaudois Progrès Sol. Ce projet, porté par Proconseil et le FiBL et soutenu par le canton de Vaud, a créé et accompagné un réseau de 42 agriculteurs vaudois intéressés par la fertilité du sol.

Cette journée technique, qui clôturait Progrès Sol, a mis à l'honneur ces agriculteurs qui ont participé au projet pendant les cinq dernières années, pour faire

part de leurs précieux témoignages auprès de leurs confrères sur les essais menés et les outils de diagnostic pour connaître la qualité de leur sol et la vie qui s'y développe.

Une participation conséquente et conviviale, un puit d'informations valorisables chez chacun et de belles perspectives. Si la question du sol est loin d'être réglée, les résultats encourageants obtenus à travers Progrès Sol ouvrent la porte à des travaux collectifs complémentaires sur la santé des sols.

Swiss No-Till: l'agriculture de conservation mise en avant

Près de 150 visiteurs, venant des deux côtés de la Sarine, ont fait le déplacement à Franex (FR). Le domaine de la famille Gassmann a, en effet, servi d'écrin à la dizaine de postes thématiques animés par

des spécialistes de l'agriculture de conservation (dont trois conseillers de Proconseil). Étaient au programme: une plateforme de plusieurs mélanges de couverts végétaux, des démonstrations (rouleau FACA interligne, pulvérisateur haute précision) et des ateliers visuels abordant diverses thématiques relatives au sol, à ses propriétés et aux techniques de productions durables (pratiques alternatives sur colza, semis en bandes fraisiées, etc.).

Une journée pour découvrir les couverts végétaux

Ce premier dimanche d'octobre, des fermes de cantons différents ont accueilli le grand public aux abords de parcelles semées de couverts végétaux lors d'une journée nationale baptisée «Sors tes couverts!». Équipées de supports aussi instructifs que ludiques et animant des ateliers didactiques, les exploitations motivées ont ainsi exposé les bienfaits de l'agriculture de conservation des sols autour d'une collation conviviale issue de la production



Atelier «Propriétés des sols couverts» à Swiss No-Till

locale. Les curieux ont notamment pu se familiariser avec les couverts végétaux. Cette pratique agricole, emblème de la journée est aussi une des mesures «phare» de la nouvelle politique agricole. Elle consiste à maintenir son sol couvert entre deux cultures. L'école à la ferme a aussi permis à 120 élèves de découvrir, mardi 27 septembre, les rudiments de ces précieux alliés à travers plusieurs stands répartis sur la ferme de Thierry Salzmann à Bavois (VD). Au vu des retours très positifs, l'expérience sera renouvelée dans de nouvelles fermes afin de faire découvrir au public les pratiques utilisées par les agriculteurs pour soigner leurs sols.



La jeune génération passionnée par les sols de Thierry Salzmann



Les couverts végétaux: théorie et pratique à Swiss No-Till

Progrès Sol

Conférences et supports techniques sur:
www.prometerre.ch/progres-sol

Swiss-No-Till

Toutes les infos sur: www.prometerre.ch/swiss-no-till

Journée grand public

Toutes les infos sur:
www.agirinfo.com/activites/journee-sors-tes-couverts

Initiative élevage 100 jours pour convaincre

Alexandre Truffer, Prométerre

Si on la compare avec celle sur les initiatives phytos, la campagne contre l'initiative contre l'élevage fut brève et intense. Cette votation a été la tâche principale du service de communication de Prométerre qui vous propose une brève rétrospective des trois mois et demi qui ont abouti, le 25 septembre, à une magnifique victoire du monde agricole dans les urnes.



13 juin

Lancement de la campagne sur la place de la Navigation à Ouchy. Un soleil de plomb, les médias, un char aux couleurs des cantons romands et deux Conseillers d'État en charge de l'agriculture (Philippe Leuba et Valérie Dittli) étaient au rendez-vous de la conférence de presse.

15 juillet

Le matériel de campagne envoyé par l'USP arrive dans les locaux de Prométerre. Au total 1800 panneaux, 721 bâches, 30000 dépliants, 10000 autocollants et 1500 drapeaux passeront par le box de stockage de la communication.

10 août

Le premier sondage du groupe Tamédia tombe. 55% des votants seraient prêts à soutenir l'initiative contre l'élevage intensif. Le

fossé entre ville et campagnes, tout comme celui entre les femmes et les hommes, apparaît profond.

15 août

4 pages, 4 témoignages inspirants, 4 graphiques incitant à la réflexion, 400 000 exemplaires: le tous ménages édité par Prométerre est envoyé à l'imprimerie. Il arrivera dans la très grande majorité des foyers vaudois deux semaines plus tard.

31 août

«Élevage intensif: à mort la viande?»: tel est le titre de l'émission d'Infrarouge. Anne Challandes, vice-présidente de l'USP et Daniel Würzler, président de GalloSuisse, défendent avec brio les arguments du NON.

1^{er} septembre

Confrontée à une série de déprédations et de vols d'affiches de campagne, Prométerre s'inquiète «de voir certains soutiens de l'initiative considérer que tous les moyens, même illégaux, sont bons pour faire avancer leur cause» dans un communiqué de presse.



7 septembre

Action de distribution d'œufs dans les gares romandes par les différentes chambres d'agriculture. 500 paquets d'œufs sont distribués dans les deux gares vaudoises ciblées: Vevey et Nyon.

14 septembre

Derniers sondages GFS et Tamédia. Le premier donne le NON gagnant de peu (53%), le second parle de 60% d'opposants à l'initiative.

15 septembre

Le solde d'œufs (1000 paquets) est distribué à la gare du Flon à Lausanne. En ajoutant les 3000 boîtes offertes aux votants sur les marchés, près de 5000 personnes ont reçu un témoignage tangible de la qualité de la production animale helvétique.

21 septembre

Une plainte pour escroquerie est déposée contre le tous-ménages de Prométerre par un activiste antispéciste. Notre association fustige une démarche de pression inacceptable et une tentative de museler le débat démocratique.

25 septembre

Le peuple suisse refuse l'initiative à une large majorité (63% des votants et tous les cantons à l'exception de Bâle-Ville). Avec 65,5% de NON, le canton de Vaud se situe au-dessus de la moyenne nationale.



Initiative élevage Nous avons bossé et ça a payé!

Propos recueillis par Alexandre Truffer, Prométerre



MERCI!



Élu à la vice-présidence de Prométerre le 7 septembre dernier, Christophe Longchamp est président de Swiss Beef Romandie. Très engagé dans la défense professionnelle et dans la campagne contre l'initiative dite «sur l'élevage intensif», l'agriculteur de Chavannes-le-Veyron nous donne son avis sur la campagne qui vient de se terminer ainsi que sur les futurs défis politiques qui attendent le monde agricole.

Quel est votre sentiment après ce résultat?

Je dirais qu'à cet instant (l'entretien a été enregistré dans la Maison du Paysan alors que les résultats définitifs du canton de Vaud venaient de tomber), je suis joyeux, voire même euphorique. On voit que la population vaudoise, et suisse, a confiance en ce que nous faisons. Nous devons continuer à expliquer la réalité de notre travail. Il faut aussi, voire surtout, éviter d'instiller le doute dans la tête des gens en employant des publicités idylliques utilisées par la grande distribution. L'image d'Heidi qui roule sa boille de lait dans son alpage ne correspond en rien à la réalité. Cela a pu exister, mais ce n'est plus le cas depuis longtemps.

Quels sont les points forts et points faibles de la campagne menée par l'USP et Prométerre?

Le choix des émojis pour illustrer la campagne a été beaucoup critiqué. Pour ma part, j'ai toujours considéré que c'était une bonne décision. Je trouve qu'ils sont dans l'air du temps et qu'ils sont suffisamment adaptables pour faire passer les différents messages que nous avions à transmettre. Au final, cette option a payé. En ce qui

concerne la collaboration entre les groupes régionaux, baptisés task forces, et Prométerre, tout s'est bien déroulé. Le matériel a été rapidement distribué et chaque fois que nous avons eu des questions, celles-ci ont très vite trouvé des réponses.

Mobiliser le monde agricole a été plus difficile que lors des initiatives phytos. Pensez-vous que cela devienne un problème pour de futures votations?

La campagne de l'an passé a duré longtemps. Le monde agricole était fortement mobilisé. Même des gens que l'on ne voit jamais dans les assemblées s'étaient investis dans cette bataille politique. 2022 a été une année compliquée, et ce, à tous les niveaux. Cette accumulation de problèmes n'incite pas à prendre du temps pour aller trouver les gens ou les convaincre sur les marchés. À la différence de la votation du 13 juin 2021, l'initiative sur l'élevage a eu lieu après la saison des moissons. Beaucoup étaient fatigués et avaient besoin de prendre des vacances pour récupérer. Tous ces éléments se sont rajoutés à un contexte général très défavorable. Il me semble

que les résultats obtenus sont de nature à motiver le monde agricole à se mobiliser fortement lors des prochaines votations qui nous toucheront. Nous pouvons dire: «nous avons bossé en 2022 et dans les deux cas, ça a payé!». Ces deux textes n'étaient de loin pas faciles à contrer et nous avons gagné les deux votations à plus de 60%. Je suis de nature optimiste et je pense que les agricultrices et agriculteurs se mobiliseront. Toutefois, s'il le faut, je peux aller expliquer ce que nous avons fait avec les task forces, que ce soit sur les marchés ou ailleurs, et comment ces efforts ont permis au canton de Vaud, pourtant relativement urbain, de voter «mieux» que la moyenne suisse.

Comment jugez-vous le regard porté par les médias sur l'agriculture durant cette votation?

Il y a bien sûr eu des articles plutôt biaisés. Cependant, dans l'ensemble, j'ai trouvé que les journalistes étaient mieux disposés par rapport à l'agriculture que ce qu'on pouvait craindre. Si l'on compare avec la situation qui a prévalu lors de la campagne «phytos», il y a une nette amélioration. M'a même semblé que dans certains débats, notamment télévisés, des journalistes faisaient preuve d'une certaine bienveillance à notre égard.

Y a-t-il un aspect particulier qui vous a marqué durant cette campagne?

J'ai été frappé par l'excellente ambiance qui a régné dans notre task force. Les échanges étaient instructifs, les gens motivés, c'était un vrai plaisir de collaborer dans cette atmosphère. Nous avons avec nous deux femmes d'agriculteurs, dont une qui ne venait pas de tout du monde agricole, qui nous ont bien «boostés». Elles avaient une énergie communicative qui a eu une influence très positive sur l'entier du groupe. Nous avons organisé un souper de remerciement ce soir et prévoyons de leur exprimer toute notre gratitude pour tout ce qu'elles ont amené.

Vous venez d'être élu vice-président de Prométerre. Comment avec vous vécu cette nomination?

Je suis membre du comité depuis 2015. Lorsque Lorella Pfrirter a annoncé qu'elle arrêterait, en décembre passé, je me suis dit que c'était un poste qui me plairait beaucoup. J'ai commencé à cogiter, puis à en discuter avec mes proches qui m'ont soutenu. Je suis conscient que c'est un joli défi et qu'il ne sera pas facile à relever. Il y aura sans doute des coups de bâton à prendre, mais aussi des moments inoubliables, lors de victoires dans des votations populaires notamment. Le processus de sélection a été éprouvant, mais je suis heureux d'avoir été choisi et les retours que j'ai eu sont plutôt encourageants. J'espère donc que mon engagement aura un impact positif pour l'agriculture vaudoise.

Initiative élevage: un épilogue judiciaire

Le 21 septembre dernier, Anoushavan Sarukhanian, président de l'association Écologie et Altruisme a annoncé avoir déposé plainte pour escroquerie contre Prométerre et les responsables du tous ménages envoyé à tous les foyers vaudois. L'Association vaudoise de la promotion des métiers de terre a rapidement contre-attaqué en publiant un communiqué de presse indiquant que: «ce texte n'est qu'un moyen de pression inacceptable lancé par un activiste en mal de publicité». Tout en affirmant sa volonté «de ne pas plier devant ces démarches douteuses qui vont à l'encontre du débat démocratique», Prométerre confirme qu'elle continuera à combattre les initiatives contraires aux intérêts des agriculteurs. Elle prépare aussi une contre-attaque judiciaire.

(AT)

125^e anniversaire de l'Union Suisse des Paysans

Le 19 septembre, l'Union Suisse des Paysans a fêté ses 125 ans sur la Place Fédérale. Afin de fêter dignement ce jubilé, l'USP avait demandé aux chambres d'agriculture de tous les cantons suisses et du Liechtenstein de faire pousser des pommes de terre. Plantées sur la coulée verte, en plein cœur de Lausanne, ces patates ont été acheminées à Berne par Luc Thomas et Mélissa Rüegger, du service de la communication. Pelées et cuites, elles ont contribué à la création du plus grand rösti du monde (13,4 m²). Une fois le record attesté par un notaire, les röstis ont été offerts aux invités et à la population.



Un café avec...

Denis Burdet
Responsable chez Terre Vaudoise

Commençons par apprendre à vous connaître.

J'aime le sport et j'ai une famille avec qui je partage le goût du vélo ! On a fait la descente du Danube et le tour du Lac de Constance avec nos trois enfants. Par le passé, j'ai fait des compétitions d'aviron et maintenant je cours. Côté pro, j'ai commencé chez Proterroir il y a deux ans, après des expériences dans des grandes structures. Étant fils d'agriculteur, je m'identifie aux valeurs de Prométerre.

Que faites-vous chez Terre Vaudoise ?

Il y a deux responsables : Mary-Laure Schorderet s'occupe de la partie traiteur, je gère le secteur « épicerie ». Celui-ci inclut notamment la gestion des deux points de vente, la confection de paniers cadeaux et de paniers frais ainsi que l'approvisionnement des accueils parascolaires lausannois. Mon quotidien est varié : définir les assortiments, organiser les équipes et la logistique, concevoir la

stratégie et les offres, comme une petite entreprise ! J'adore ça. C'est avant tout un travail d'équipe.

Quels sont les gros dossiers à venir ?

Les paniers cadeaux ! Ça demande une coordination considérable : trouver des locaux pour les confectionner, réaliser les offres, trouver les fournisseurs, recruter des auxiliaires, organiser le transport... L'année dernière, un client nous a commandé près de 2 000 coffrets ! Notre clientèle « entreprise » se développe beaucoup. Nous sommes aussi occupés à la pérennisation du concept de point de vente avec caisse en libre-service. Actuellement situé à la Croix d'Ouchy à Lausanne, le magasin pilote sera déplacé en février 2023. Différents organismes se sont montrés intéressés à ce qu'on s'installe près de chez eux, et d'autres souhaitent démarrer une franchise.



Réponse d'expert...

Sandrine Humbert
Cheffe du service de l'affiliation

La question — Le 25 septembre 2022, le peuple suisse a accepté une augmentation de l'âge de la retraite des femmes. Quelles sont les implications pratiques de ce changement ?

La réponse — L'harmonisation de l'âge de la retraite entre hommes et femmes, l'objectif de la réforme, se mettra en place de façon graduelle. En principe, il n'y aura aucun changement avant le 1^{er} janvier 2025. Les premières personnes touchées seront les femmes nées en 1961, qui, cette année-là, toucheront leur retraite pleine et entière à l'âge de 64 ans et trois mois. En 2026, il faudra attendre 64 ans et 6 mois pour les natives du millésime 1962. Celles de 1963 seront libérées de leurs obligations professionnelles à 64 ans et 9 mois en 2027. Enfin, à partir de 2028, toute la population sera au même régime, celui de la retraite à 65 ans.

Cette révision de l'AVS implique d'autres changements, qui peuvent varier en fonction de la situation et des choix des individus. Les femmes nées entre 1961 et 1969 bénéficieront d'une compensation financière sous forme d'une rente versée plus élevée (à condition de ne pas demander l'anticipation du versement de celle-ci). De plus, toutes les femmes de cette tranche d'âge qui demanderont une retraite anticipée seront moins pénalisées qu'à l'heure actuelle. Enfin, à partir de 2027, les adaptations à la baisse ou à la hausse des rentes appliquées en cas de départ anticipé, ou au contraire retardé, devraient être adaptées à l'espérance de vie et au niveau de revenu.

Notons aussi deux améliorations de cette nouvelle législation. Tout d'abord, il sera désormais possible, pour tous, d'anticiper ou d'ajourner une partie de sa rente et non l'entièreté de celle-ci comme c'est le cas aujourd'hui. Ensuite, les personnes travaillant au-delà de 65 ans auront la possibilité de combler d'éventuelles lacunes de cotisations ou d'améliorer leurs revenus.

Pour conclure, ajoutons que les conseillers de la Fédération rurale vaudoise sont conscients de la complexité de cette nouvelle législation et se tiennent prêts à offrir leurs services à toutes les personnes désireuses de faire le point sur leur situation.